

Première Nation Malécite de Viger

**États financiers consolidés
au 31 mars 2016**

Rapport de l'auditeur indépendant	2 et 3
États financiers	
État consolidé de la situation financière	4
État consolidé des résultats	5
État consolidé de l'évolution des actifs financiers nets	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 à 20

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du Conseil de Bande de la
Première Nation Malécite de Viger

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
300, boul. de l'Hôtel-de-Ville
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 5C6

Téléphone : 418 862-6396
Télécopieur : 418 862-3570
www.rcgt.com

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Première Nation Malécite de Viger, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2016 et les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Première Nation Malécite de Viger au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Rivière-du-Loup
Le 9 juin 2016

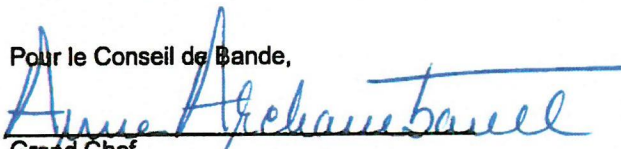
¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106596


Première Nation Malécite de Viger
État consolidé de la situation financière
 au 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse (note 5)	1 404 446	559 337
Débiteurs (note 6)	206 412	63 872
Fonds en fiducie du gouvernement fédéral (note 7)	300 268	294 030
Stocks destinés à la vente (note 8)	3 500	4 020
Sommes à recevoir des gouvernements et d'autres organismes publics (note 9)	291 442	438 170
Placements, au coût (note 10)	1 502 336	102 069
Total des actifs financiers	<u>3 708 404</u>	<u>1 461 498</u>
PASSIF		
Créditeurs (note 11)	268 357	193 496
Sommes à payer à des gouvernements et d'autres organismes publics (note 12)	14 554	1 126
Revenus reportés (note 13)	174 101	134 999
Fonds inutilisés à réinvestir (note 14)	147 796	
Dette à long terme (note 15)	1 571 232	397 569
Obligations relatives au titre des avantages du personnel (note 16)	45 042	42 609
Total des passifs	<u>2 221 082</u>	<u>769 799</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>1 487 322</u>	<u>691 699</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Placements immobiliers (note 17)	41 307	42 406
Immobilisations corporelles (note 18)	1 710 360	1 572 356
Droits de pêche	2 988 557	3 108 650
Charges payées d'avance (note 19)	21 264	28 394
Total des actifs non financiers	<u>4 761 488</u>	<u>4 751 806</u>
Surplus cumulés	<u>6 248 810</u>	<u>5 443 505</u>
Éventualités (note 21)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le Conseil de Bande,


 Grand Chef


 Chef conseiller


 Chef conseiller


 Chef conseiller

 Chef conseiller

Première Nation Malécite de Viger

État consolidé des résultats

pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

	Budget 2015 (note 27)	2016	2015
	\$	\$	\$
Revenus			
Gouvernement fédéral ⁽¹⁾			
A.A.D.N.C.	803 304	737 238	908 582
C.E.P.N.	13 833	1 806	13 833
Pêches et Océan Canada	52 000		52 000
CLPN	194 831	193 706	203 239
Ministère des ressources naturelles	90 000	90 435	90 435
A.P.N.Q.L.			30 000
Secrétariat à la condition féminine ⁽²⁾			20 000
Secrétariat aux Affaires Autochtones ⁽²⁾	208 500	133 172	176 500
C.R.É. du Bas-Saint-Laurent ⁽²⁾			38 525
MCCCF ⁽²⁾	25 800	25 800	26 250
Ministère du Conseil exécutif ⁽²⁾		6 000	
Transcanada		153 223	100 000
Subventions sur immobilisations corporelles et droits de pêche - Pêches et Océan Canada	165 448	61 346	165 448
Activités commerciales	2 310 200	2 688 930	2 124 348
Revenus d'intérêts - Placements en fidéicommiss (note 7)		6 273	8 095
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles		400 000	22 500
Autres revenus	60 202	26 566	61 789
	<u>3 924 118</u>	<u>4 524 495</u>	<u>4 041 544</u>
Dépenses			
Éducation	397 992	359 560	398 323
Santé		2 876	840
Développement économique	531 528	871 722	697 628
Services communautaires	124 967	182 432	178 662
Administration de la bande	617 867	499 878	555 013
Programmes d'emploi	194 490	195 074	204 488
Activités commerciales	1 464 950	1 355 805	1 333 802
Amortissement des immobilisations corporelles et des placements immobiliers	75 000	81 748	84 559
Amortissement des droits de pêche	120 000	120 094	119 663
Perte sur dévaluation de bâtiment		50 000	
	<u>3 526 794</u>	<u>3 719 189</u>	<u>3 572 978</u>
Surplus de l'exercice	<u>397 324</u>	<u>805 306</u>	<u>468 566</u>
Surplus cumulés au début		<u>5 443 505</u>	<u>4 974 939</u>
Surplus cumulés à la fin		<u>6 248 810</u>	<u>5 443 505</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

⁽¹⁾ Subventions fédérales destinées au fonctionnement (note 4)

⁽²⁾ Subventions provinciales destinées au fonctionnement (note 4)

Première Nation Malécite de Viger
État consolidé de l'évolution des actifs financiers nets
pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
Surplus de l'exercice	805 305	468 566
Immobilisations corporelles		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(330 000)	(278 344)
Subventions sur immobilisations corporelles	61 347	82 724
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(400 000)	(22 500)
Cession d'immobilisations corporelles	400 000	24 000
Amortissement des immobilisations corporelles	80 649	83 460
Perte sur dévaluation de bâtiment	50 000	
	(138 004)	(110 660)
Immobilisations incorporelles		
Acquisition de droits de pêche		(100 000)
Subvention sur droits de pêche		82 724
Amortissement des droits de pêche	120 094	119 663
	120 094	102 387
Amortissement des placements immobiliers	1 099	1 099
Radiation du dépôt de garantie		1 000
Variation des charges payées d'avance	7 130	57 576
	8 229	59 675
Augmentation des actifs financiers nets	795 624	519 968
Actifs financiers nets au début de l'exercice	691 698	171 730
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	1 487 322	691 698

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Première Nation Malécite de Viger
État consolidé des flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 mars 2016

	2016	2015
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Surplus de l'exercice	805 305	468 566
Éléments hors caisse		
Placements en fidéicomis	(6 238)	(8 095)
Radiation du dépôt de garantie		1 000
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(400 000)	(22 500)
Amortissement des placements immobiliers	1 099	1 099
Amortissement des immobilisations corporelles	80 649	83 460
Amortissement des droits de pêche	120 094	119 663
Perte sur dévaluation de bâtiment	50 000	
Variations des éléments hors caisse de l'état de la situation financière	650 909	643 193
Variations d'éléments du fonds de roulement		
Débiteurs	4 187	48 410
Créditeurs	90 722	(333 254)
Revenus reportés	39 102	108 750
Fonds inutilisés à réinvestir	147 796	
Charges payées d'avance	7 130	57 576
Stocks	520	2 008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	940 367	526 683
ACTIVITÉS LIÉES AUX IMMOBILISATIONS COPORELLES ET INCORPORELLES		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(330 000)	(278 344)
Acquisition de droits de pêche		(100 000)
Subventions sur immobilisations corporelles et droits de pêche	61 347	165 448
Cession d'immobilisations corporelles	400 000	24 000
Flux de trésorerie liés aux activités d'immobilisations corporelles et incorporelles	131 347	(188 896)
ACTIVITÉS DE PLACEMENTS		
Placements	(1 400 267)	(100 733)
Flux de trésorerie liés aux activités de placements	(1 400 267)	(100 733)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Effets à payer	(19 420)	(14 608)
Emprunts à long terme	1 193 083	70 000
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 173 663	55 392
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	845 110	292 446
Encaisse au début	559 337	266 891
Encaisse à la fin	1 404 446	559 337

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	2016	2015
	\$	\$
Intérêts reçus durant l'exercice	6 273	8 114
Intérêts payés durant l'exercice	178 821	18 986

Première Nation Malécite de Viger

Notes complémentaires

au 31 mars 2016

1 - STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Première Nation Malécite de Viger existe en vertu de la Loi sur les Indiens sans être constituée en société par actions. Ses activités sont gérées par un Conseil qui, considéré comme un gouvernement local, est composé d'un Grand Chef et d'au moins quatre chefs conseillers dans le but d'administrer les avoirs de la Nation dans le meilleur intérêt de la communauté.

Les chiffres de l'exercice comprennent les comptes de la Première Nation Malécite de Viger et du CLPN

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Règles comptables de base

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, contenues dans le Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Entité comptable

L'entité comptable de la Première Nation Malécite de Viger comprend le gouvernement de cette Première Nation et toutes les entités qui sont sous le contrôle de cette dernière.

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers consolidés, le Conseil doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que le Conseil possède des événements en cours et sur les mesures qu'il pourrait prendre à l'avenir. Les postes nécessitant des estimations élevées sont les revenus reportés, les immobilisations corporelles et les droits de pêche. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Première Nation Malécite de Viger et de sa filiale Société de développement Wulustuk inc.

Classement des actifs

Les actifs sont classés comme actifs financiers ou non financiers. Les actifs financiers peuvent servir à couvrir les passifs existants ou à financer des activités futures. Les actifs non financiers sont constitués des éléments d'actif acquis, construits, développés ou mis en valeur qui, normalement, ne produisent pas de ressources servant à rembourser les dettes existantes. Ils sont normalement utilisés pour fournir des services publics, peuvent être consommés dans le cours normal des activités et ne sont pas destinés à être vendus. Ils incluent les immobilisations corporelles et incorporelles, les charges payées d'avance, les placements immobiliers.

Première Nation Malécite de Viger

Notes complémentaires

au 31 mars 2016

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse et les soldes bancaires moins les découverts bancaires.

Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent les liquidités, les débiteurs, les avances à une société, les créditeurs, les revenus reportés et la dette à long terme. Sauf indication contraire, la direction estime que la nation n'est pas exposée à des risques financiers de taux d'intérêt ou de crédit provenant de ces instruments financiers. La juste valeur de ces instruments financiers est proche de leur valeur comptable.

Placements immobiliers, immobilisations corporelles et droits de pêche

Les placements immobiliers, les immobilisations corporelles et les droits de pêche sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé.

Les placements immobiliers, les immobilisations corporelles et les droits de pêche sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire selon les périodes qui suivent :

	Périodes
Placements immobiliers	
Bâtiments	40 ans
Immobilisations corporelles	
Bâtiments	40 ans
Entrepôt - Rimouski	40 ans
Équipements	15 ans
Mobilier et équipement de bureau	15 ans
Centre administratif	40 ans
Maisons mobiles, chalets et ameublement	40 ans
Matériel roulant	5 ans
Bateaux	10 ans
Équipement informatique	15 ans
Droits de pêche	40 ans

Les acquisitions d'immobilisations corporelles et l'acquisition de droits de pêche subventionnés par le A.A.D.N.C. et autres organismes sont imputées à l'état des résultats par activité du projet approprié.

Dépréciation des actifs à long terme

Les placements immobiliers, les immobilisations corporelles et les droits de pêche sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans un tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif à long terme sur sa juste valeur.

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires
 au 31 mars 2016

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Aide gouvernementale

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles et aux droits de pêche sont comptabilisées en déduction du coût des immobilisations corporelles et des droits de pêche auxquels elles se rapportent.

Actifs financiers nets

Les états financiers de la nation sont présentés de manière à souligner les actifs financiers nets comme étant la mesure de la situation financière. Les actifs financiers nets de la nation correspondent au total des actifs moins le total des passifs financiers. Elle est constituée de deux composantes : les actifs non financiers et les surplus cumulés.

Constatation des produits

La Première Nation Malécite de Viger comptabilise ses produits lorsqu'il existe une preuve convaincante d'une entente avec un prix déterminé, que les produits sont livrés ou que les services sont rendus et que l'encaissement est raisonnablement assuré. Les produits reportés représentent les encaissements pour lesquels les produits ne sont pas gagnés.

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Première Nation Malécite de Viger est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie l'encaisse et les placements dont le terme est égal ou inférieur à trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Évaluation des stocks destinés à la revente

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Revenus et dépenses

Revenus

Le financement par voie d'autorisation de financement de contribution doit figurer séparément par le numéro de service dans les tableaux financiers vérifiés. Tout solde inutilisé ou toute dépense inadmissible doit figurer à titre de sommes que la Première Nation Malécite de Viger doit verser au Ministère. Tout déficit justifié par des demandes de remboursement de dépenses admissibles doit figurer à titre de comptes à recevoir.

Les projets et services non achevés sous une autorisation de financement de contribution ou dans le cadre d'une autorisation de financement de paiements de transfert souple doivent être inscrits comme revenus reportés.

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires
 au 31 mars 2016

2 - PRINCIPALES METHODES COMPTABLES (suite)

Impôts sur les bénéfices

La Première Nation Malécite de Viger utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices de sa filiale. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

3 - FRAIS D'INTÉRÊTS

	2016	2015
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	178 367	18 102
Intérêts et pénalités	453	884
	<u>178 820</u>	<u>18 986</u>

4 - SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES ET AUTRES

	2016	2015
	\$	\$
Subventions du gouvernement fédéral		
A.A.D.N.C.	737 238	908 582
C.E.P.N.	1 806	13 833
Pêches et Océan Canada		217 448
Ministère des ressources naturelles	90 435	90 435
C.L.P.N.	193 706	203 239
A.P.N.Q.L.		30 000
	<u>1 023 185</u>	<u>1 463 537</u>
Subventions du gouvernement provincial		
Secrétariat à la condition féminine		20 000
Secrétariat aux Affaires Autochtones	133 172	176 500
C.R.É. du Bas-Saint-Laurent		38 525
MCCCF	25 800	26 250
Ministère du Conseil exécutif	6 000	
	<u>164 972</u>	<u>261 275</u>
	<u>1 188 157</u>	<u>1 724 812</u>

5 - ENCAISSE

	2016	2015
	\$	\$
L'encaisse comprend ce qui suit :		
FONDS NON AFFECTÉS		
Fonds d'exploitation	<u>1 404 446</u>	<u>559 337</u>

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires
au 31 mars 2016

6 - DÉBITEURS

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
	\$	\$
Taxes à la consommation à recevoir	58 108	51 465
Autres montants à recevoir	174 546	38 650
	<u>232 654</u>	<u>90 115</u>
Provision pour mauvaises créances	(26 242)	(26 242)
	<u>206 412</u>	<u>63 872</u>

7 - FONDS EN FIDUCIE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Les comptes en fiducie proviennent des fonds obtenus à partir de capitaux ou de sources de revenus comme il est indiqué à l'article 62 de la Loi sur les Indiens. Ces fonds sont détenus en fiducie dans le Trésor du gouvernement du Canada. La gestion de ces fonds est principalement régie par les articles 63 à 69 de la Loi sur les Indiens.

	Solde d'ouverture	Revenus d'intérêts	Solde de clôture	<u>2016</u>	<u>2015</u>
	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	231 117	4 903	236 020	236 020	231 117
Capitaux	62 913	1 335	64 248	64 248	62 913
	<u>294 030</u>	<u>6 238</u>	<u>300 268</u>	<u>300 268</u>	<u>294 030</u>

8 - STOCKS DESTINÉS À LA VENTE

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
	\$	\$
Artisanat	3 500	4 020

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires

au 31 mars 2016

9 - SOMMES À RECEVOIR DES GOUVERNEMENTS ET D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

	2016	2015
	\$	\$
Gouvernement fédéral		
Préparation aux négociations (A.A.D.N.C.) (NG85)	21 000	18 000
Projets de prévention (A.A.D.N.C.) (NPEO)	745	
MCCCF-VVAP-Culture (A.A.D.N.C.) (NP1W)	1 536	2 432
Pêches et Océan Canada	16 545	16 545
C.L.P.N.	34 624	23 981
C.E.P.N.		3 458
Gouvernement provincial		
Ministère des ressources naturelles	22 609	22 609
Secrétariat de la condition féminine	2 000	2 000
Secrétariat aux Affaires Autochtones	191 500	290 000
CSSSPNQL	883	883
Autre organisme public		
C.R.É. du Bas-Saint-Laurent		58 262
	291 442	438 170

10 - PLACEMENTS

	2016	2015
	\$	\$
100 actions de catégorie « F » de Les Crevettiers Marinard inc.	100	100
Participation dans Énergie Éolienne Bas-Saint-Laurent, SENC (10 %)	1 501 000	100 733
Autres placements ^(a)	1 236	1 236
	1 502 336	102 069

^(a) Ces sociétés sont inactives.

11 - CRÉDITEURS

	2016	2015
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer	267 704	149 699
Salaires à payer	653	17 037
Sommes à remettre à l'État		26 760
	268 357	193 496

12- SOMMES À PAYER À DES GOUVERNEMENTS ET D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

	2016	2015
	\$	\$
Gouvernement fédéral		
C.E.P.N.	8 852	
A.A.D.N.C.	4 576	
C.L.P.N.	1 126	1 126
	14 554	1 126

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires
au 31 mars 2016

13 - REVENUS REPORTÉS

	Solde d'ouverture	Financement reçu (revenus constatés)	Solde de clôture	2016	2015
	\$	\$	\$	\$	\$
Gouvernement fédéral					
Pêches et Océans					
Canada - Subvention aux immobilisations		104 102	104 102	104 102	
Gouvernement provincial					
Secrétariat aux Affaires Autochtones - Géomatique		41 000	41 000	41 000	
Secrétariat aux Affaires Autochtones - Soutien à la consultation	134 999	(106 000)	28 999	28 999	134 999
	<u>134 999</u>	<u>39 102</u>	<u>174 101</u>	<u>174 101</u>	<u>134 999</u>

14 - FONDS INUTILISÉS À RÉINVESTIR

	Solde d'ouverture	Fonds inutilisés (utilisés)	Solde de clôture	2016	2015
	\$	\$	\$	\$	\$
A.A.D.N.C.					
Service à l'enseignement - éducation postsecondaire (NP5A)		116 872	116 872	116 872	
O.D.E.C. - Organisation de développement économique des communautés - collectivités (NT45)		30 924	30 924	30 924	
		<u>147 796</u>	<u>147 796</u>	<u>147 796</u>	

15 - DETTE À LONG TERME

	2016	2015
	\$	\$
Billet à payer, sans intérêt, échéant en mars 2017	51 683	51 683
Emprunt SOCCA, garanti par des terrains et un entrepôt dont la valeur comptable nette est de 531 502 \$ au 31 mars 2016, 6 %, remboursable par versements mensuels de 2 532 \$, capital et intérêts, échéant en juillet 2028	263 105	277 188
Emprunt SOCCA, garanti par des terrains et un entrepôt dont la valeur comptable nette est de 531 502 \$ au 31 mars 2016, 6 %, remboursable par versements mensuels de 777 \$, capital et intérêts, échéant en décembre 2024	63 361	68 698
Emprunt, taux de base plus 15,15 %, soit 17,85 %, remboursable par un versement de 1 193 083 \$, échéant en juillet 2016	<u>1 193 083</u>	<u>397 569</u>
	<u>1 571 232</u>	<u>797 529</u>

Les versements sur la dette long terme au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 1 265 438 \$ en 2017, 21 947 \$ en 2018, 23 301 \$ en 2019, 24 699 \$ en 2020 et à 26 261 \$ en 2021.

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires
au 31 mars 2016

16 - OBLIGATIONS RELATIVES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

	2016	2015
	\$	\$
Vacances à payer	45 042	42 609

17 - PLACEMENTS IMMOBILIERS

	2016	
	Amortissement	Valeur
Coût	cumulé	comptable
\$	\$	nette
\$	\$	\$
Terrains	10 000	10 000
Bâtiments	43 945	31 307
	53 945	41 307
		2015
		Valeur
		comptable
		nette
		\$
		\$
Terrains	10 000	10 000
Bâtiments	43 945	32 406
	53 945	42 406

18 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2016	
	Amortissement	Valeur
Coût	cumulé	comptable
\$	\$	nette
\$	\$	\$
Terrains	230 085	230 085
Bâtiments	105 730	63 443
Entrepôt - Rimouski	790 024	674 454
Équipement - entrepôt Rimouski	14 098	7 126
Équipement - pêche	169 123	87 936
Équipement - tee pee	11 810	1 578
Mobilier et équipement de bureau	165 369	18 309
Centre administratif	380 973	198 035
Maisons mobiles, chalets et ameublement	84 363	20 399
Matériel roulant	110 026	0
Bateaux	1 002 815	43 778
Équipement informatique	86 782	35 216
Bateau en construction	330 000	330 000
	3 481 199	1 710 360

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires
au 31 mars 2016

18 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

	2015	
	Coût	Valeur comptable nette
	\$	\$
Terrain	230 085	230 085
Bâtiments	105 730	66 086
Entrepôt - Rimouski	790 024	694 205
Équipement - entrepôt Rimouski	14 098	8 066
Équipement - pêche	169 123	99 211
Équipement - tee pee	11 810	2 365
Mobilier et équipement de bureau	165 369	29 334
Centre administratif	380 973	207 914
Maisons mobiles, chalets et ameublement	134 363	73 758
Matériel roulant	110 026	0
Bateaux	1 594 161	120 329
Équipement informatique	86 782	41 001
	<u>3 792 546</u>	<u>1 572 356</u>

19 - CHARGES PAYÉES D'AVANCE

	2016	2015
	\$	\$
Taxes foncières	2 868	3 830
Assurances	4 790	4 978
Cotisations	7 700	7 700
Divers	776	777
Observateur de la pêche	4 780	10 759
Dépôt de garantie	350	350
	<u>21 264</u>	<u>28 394</u>

20 - GARANTIES BANCAIRES

La société a à sa disposition un emprunt à demande d'un montant autorisé de 250 000 \$ dont la totalité du montant n'a pas encore été utilisée. Les terrains et les entrepôts sont affectés à la garantie de l'emprunt à demande. Celui-ci porte intérêt au taux de 7,75 %. En vertu de la convention de crédit, la société doit se conformer à certaines clauses restrictives. Au 31 mars 2016, la société respecte ces clauses restrictives.

La société a à sa disposition un emprunt à demande d'un montant autorisé de 100 000 \$ dont la totalité du montant n'a pas encore été utilisée. Le taux d'intérêt et les modalités de remboursement seront déterminés au moment du déboursé.

Première Nation Malécite de Viger

Notes complémentaires

au 31 mars 2016

21 - ÉVENTUALITÉS

À chaque exercice, le prix de vente des crevettes et des crabes subit des variations pouvant avoir un impact sur la valeur des droits de pêche.

La Première Nation Malécite de Viger a conclu des accords de contribution avec différents ministères des gouvernements fédéral et provincial. Le financement versé conformément à ces accords est assujéti à un remboursement si la Première Nation Malécite de Viger ne respecte pas les conditions de ceux-ci.

L'organisme est en processus de négociation d'une convention collective. À l'heure actuelle, il est impossible de déterminer le dénouement de ce processus de syndicalisation. De l'avis de la direction, la situation financière n'est pas susceptible d'être affectée de façon importante.

22 - DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Une partie importante du revenu de la Première Nation Malécite de Viger provient de subventions gouvernementales fédérales et provinciales, soit 29 % (43 % en 2015) et des revenus de la pêche, soit 57 % (52 % en 2015). La nature et la portée de ces revenus ont une telle importance que la Première Nation Malécite de Viger en dépend sur le plan économique.

23 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

L'actif d'impôts futurs provenant des pertes d'exploitation n'est pas inscrit aux états financiers de la Société de développement Wulustuk inc. Ces pertes susceptibles de réduire les impôts sur les bénéfices de cette société pour les exercices futurs s'élèvent à 60 293 \$ au fédéral et provincial et se détaillent comme suit :

	Fédéral	Provincial
	\$	\$
Montant des pertes fiscales à reporter dans les délais suivants :		
2033	40 404	40 404
2034	6 778	6 778
2035	6 623	6 623
2036	6 488	6 488
	<u>60 293</u>	<u>60 293</u>

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires
au 31 mars 2016

24 - OPÉRATIONS CONCLUES ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice, la société a conclu dans le cours normal de ses activités avec une société contrôlée par un Chef conseiller du Conseil de Bande les opérations suivantes :

- Elle a reçu un montant de 0 \$ (50 000 \$ en 2015) pour des revenus de pêche de concombres de mer et un montant de 0 \$ (915 \$ en 2015) pour des revenus de pêche d'oursins.

Ces opérations ont été mesurées à la valeur d'échange, soit la valeur établie et acceptée par les parties.

25 - ENGAGEMENT

La société s'est engagée à investir un montant approximatif de 4 500 000 \$ dans sa participation dans Énergie Éolienne Bas-Saint-Laurent, S.E.N.C.. Cet investissement sera financé par une dette à long terme d'un montant approximatif de 4 500 000 \$. Les modalités du placement et du financement restent à être déterminées.

La société s'est engagée dans la construction d'un navire de pêche pour un montant approximatif de 560 000 \$. Cet investissement sera financé par une subvention de Pêches et Océans Canada d'un montant de 165 448 \$ et une contribution de la collectivité pour la balance. Un montant de 61 346 \$ a déjà été comptabilisé en déduction des immobilisations et un montant de 104 102 \$ a été constaté à titre de revenus reportés.

26 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

27 - RÉSULTATS BUDGÉTÉS

Les résultats budgétés non audités sont fournis aux fins de comparaison; ils proviennent des estimations approuvées par le Conseil de Bande.

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires
 au 31 mars 2016

28 - DÉPENSES PAR OBJET

Voici un résumé des dépenses par objet

	2016	2015
Salaires et avantages sociaux	1 453 353	1 313 325
Frais de déplacement	15 112	46 668
Formation - Éducation	438 308	496 740
Dépenses de bureau	18 571	9 940
Frais d'intérêts	178 821	18 972
Activités commerciales	391 746	464 933
Entretien et réparations	186 467	249 304
Honoraires professionnels	447 704	261 559
Mauvaises créances		3 450
Autres	387 265	483 865
Amortissement	201 842	204 222
Total	3 719 189	3 552 977

Première Nation Malécite de Viger
Notes complémentaires
 au 31 mars 2016

29 - INFORMATION SECTORIELLE

La Première Nation Malécite de Viger offre une gamme de services à ses membres. Aux fins de présentation de rapports à la direction, les opérations et les activités sont organisées et présentées par genre d'activités et lien de contrôle. Pour chaque segment faisant l'objet d'un rapport distinct, les revenus et dépenses sectoriels représentent à la fois les montants directement attribuables au secteur et les montants alloués de façon raisonnable. La présentation sectorielle est fondée sur les conventions comptables exposées dans le résumé des principales conventions comptables figurant à la note 2. Voici les résultats de chaque segment pour l'exercice.

	Éducation			Santé			Développement économique			Batiments communautaires			Administration des bandes			Services à la communauté			Autres		
Revenus :	Budget	2016	2015	Budget	2016	2015	Budget	2016	2015	Budget	2016	2015	Budget	2016	2015	Budget	2016	2015	Budget	2016	2015
Gouvernement fédéral																					
transferts de fonctionnement	608 629	553 266	690 951		2 876		281 281	82 228	331 281	17 324	17 324	26 934	182 182	182 957	181 769	24 000	15 445	22 505	116 000	140 000	120 000
Gouvernement provincial							208 500	179 172	233 525							25 800	25 800	27 750	90 000	90 435	90 435
transferts de fonctionnement																					
Activités économiques							2 216 900	2 546 908	2 007 543												
Autres revenus							123 350	668 985	285 083	1 152	1 259	1 320	24 000	9 955	14 967	5 000	6 075	7 820		1 810	
Total des revenus	608 629	553 266	690 951		2 876		2 830 031	3 477 293	2 857 432	18 476	18 583	28 254	206 182	192 912	196 736	54 800	47 320	58 075	206 000	232 245	210 435
Dépenses:																					
Salaires et charges sociales	82 250	96 010	85 970		630		743 597	825 983	682 218		24 554	26 742	394 447	324 513	363 523	47 323	44 826	44 574	77 823	92 024	71 097
Service de la dette							15 000	158 083			20 284	18 102									
Amortissement							161 000	147 673	150 053		29 914	30 133	34 000	24 255	24 036						
Autres dépenses	510 232	458 624	516 841		2 246	840	1 031 648	1 008 295	1 137 424	29 600	105 359	69 931	223 420	175 365	191 489	24 500	37 409	19 313	128 410	143 142	141 029
Total des dépenses	592 482	554 634	602 811		2 876	840	1 951 245	2 140 035	1 969 695	29 600	180 111	144 908	651 867	524 133	579 049	71 823	82 235	63 887	206 233	235 166	212 126
Excédent (déficit) de l'exercice	16 147	(1 368)	88 140			(840)	878 786	1 337 258	887 737	(11 124)	(161 528)	(116 654)	(445 685)	(331 221)	(382 313)	(17 023)	(34 915)	(5 812)	(233)	(2 921)	(1 691)